

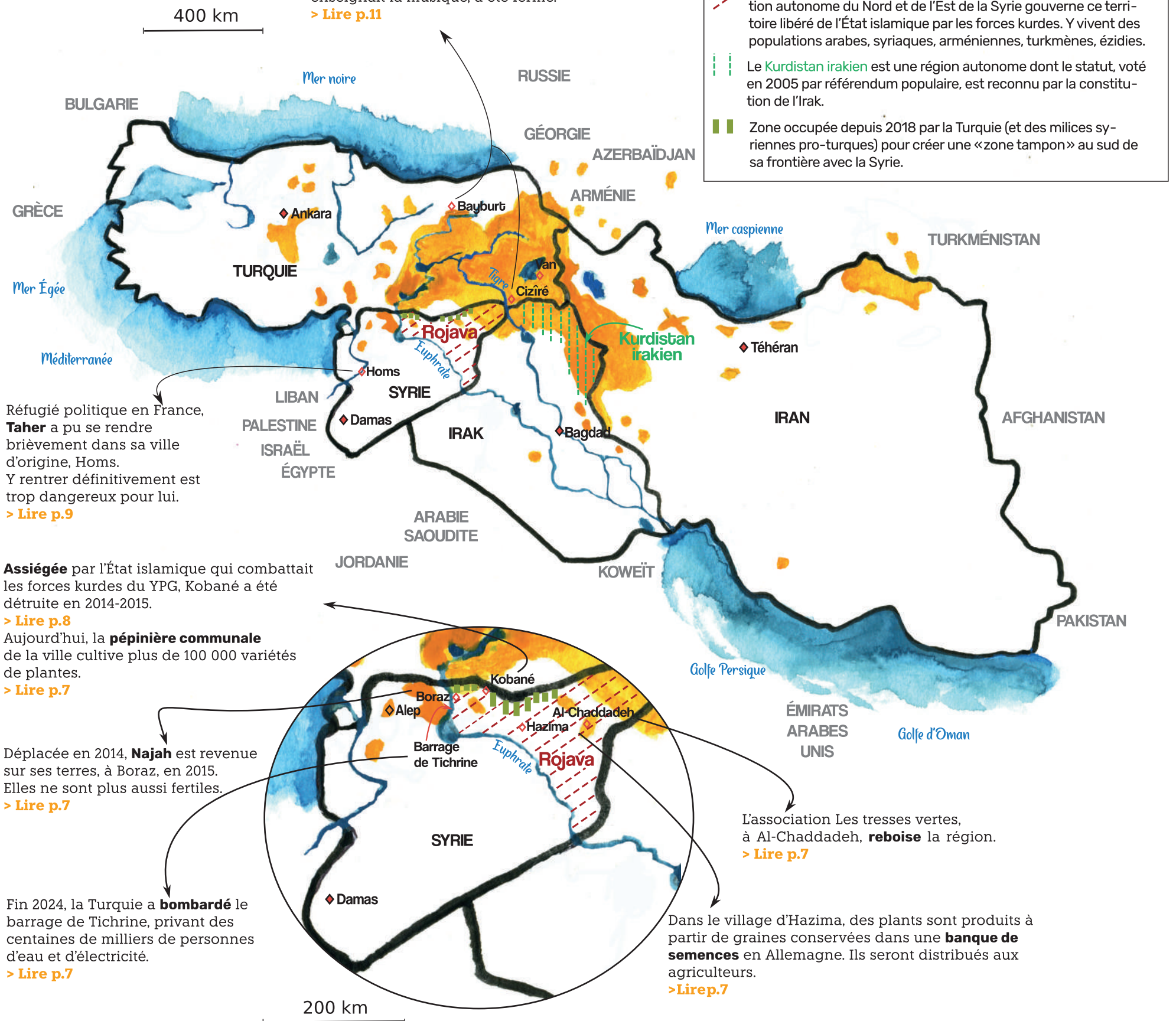
# Voix d'ici et de là-bas

**F**amine à Gaza, bombardements en Iran... L'actualité du Proche-Orient, sous l'influence d'un gouvernement israélien d'extrême-droite, se fait toujours plus meurtrière. Dans ce contexte guerrier, une information a fait peu de bruit: le PKK, Parti des travailleurs kurdes, a fait le pari de la paix en déposant les armes après 40 ans de guérilla contre l'État turc. Sans renoncer à la lutte politique... Au nord-est de la Syrie, communes, associations et paysans cultivent et partagent des semences locales. En France, depuis la chute de Bachar al-Assad, les réfugiés syriens sont en proie au dilemme du

retour. À Marseille, des Kurdes expérimentent le confédéralisme démocratique. Nous avons voulu donner de la place à ces voix du Proche-Orient, qu'elles résonnent là-bas ou ici. L'inspiration de ces pages nous a été donnée par une jeune fille franco-kurde, qui voulait que l'on parle de son peuple d'origine, ainsi que par les propositions de reportages d'Amélie David et Marine Caleb, journalistes pigistes. Merci à elles.

Carte: Lisa Giachino - Sources : Institut kurde de Paris, (M. Izady), Le Monde Diplomatique, AFP

Dans la prison de Bayburt, la chanteuse **Nüdem Durak** est enfermée comme environ 50 000 prisonniers politiques. Elle purge une peine de 19 ans. Le centre culturel de Cizîrê, où elle enseignait la musique, a été fermé.  
> Lire p.11



# Au Rojava, des **graines** pour semer l'espoir

**Entre guerres, crise écologique et dépendance à l'importation, les habitants du nord-est syrien redonnent vie aux semences paysannes afin de retrouver autonomie et dignité.**

**N**ajah Hussein Abroush regarde avec désolation sa terre asséchée. Devant la petite maison familiale du nord-est syrien, à Boraz, elle plonge la main dans le sol et en sort une petite boule qui s'effrite. «*Depuis la guerre, les plantations et les arbres ne sont plus en bonne santé. L'environnement a été pollué, certainement par les frappes aériennes, les bombes et les drones*», souffle l'agricultrice de 45 ans.

Son village se situe au bord de l'Euphrate, dans l'une des vastes plaines agricoles de la région, lieu de naissance de l'agriculture il y a cinq millénaires. Mais la guerre civile qui y sévit depuis 13 ans et la politique agricole centralisée imposée par les Assad (au pouvoir entre 1971 et 2024) ont causé d'importants dégâts dans ce qui fut le grenier du Moyen-Orient. Les variétés locales ont peu à peu disparu, remplacées par des graines hybrides et moins adaptées aux conditions climatiques. La guerre a aussi aggravé la dépendance aux semences importées.

## « Les graines importées ont tué l'échange entre producteurs »

Déplacée en 2014 en raison de l'occupation de la région par l'État islamique (Daech), l'agricultrice est revenue sur ses terres en 2015. «*Avant la guerre, nous pouvions extraire les graines des plantes que nous cultivions. Mais à notre retour, c'était impossible, la terre ne donnait plus. Nous avons commencé à acheter celles importées. Malheureusement, elles ne sont pas de la même qualité et cela a tué l'échange de graines locales entre agriculteurs*», explique-t-elle. Najah Hussein Abroush décrit aussi des années de plus en plus sèches : conjugaison des conditions climatiques et des tensions géopolitiques. Les autorités locales et les habitants accusent la Turquie de retenir l'eau de l'Euphrate avec des barrages construits en amont. Ce pays voisin a aussi attaqué des infrastructures stratégiques, comme le barrage de Tichrine, à plusieurs kilomètres au sud de Boraz.

Fin 2024, des frappes aériennes ont en effet gravement endommagé les générateurs électriques de ce barrage, privant plusieurs centaines de milliers de personnes d'eau et d'électricité. Ces attaques s'inscrivent dans un contexte de tensions persistantes entre la Turquie et les Forces démocratiques syriennes (FDS). Cette coalition à majorité kurde, soutenue par les États-Unis, est accusée par la Turquie d'être affiliée au Parti des travailleurs du Kur-



Najah Hussein Abroush espère le retour de « véritables graines », et de l'eau pour cultiver sa terre. © Amélie David

distan (PKK) – un groupe kurde armé qu'elle classe comme organisation terroriste.

## L'eau se salinise

Aux alentours du barrage, les FDS ont affronté l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition de groupes armés syriens soutenue par la Turquie. Malgré ces combats, des civils se sont rassemblés dès janvier pour protester contre la coupure d'eau. Un drone turc a frappé l'un de ces rassemblements, tuant une vingtaine de personnes et en blessant 200 autres. À la mi-avril, les véhicules calcinés par la frappe étaient toujours visibles autour du barrage. C'est dans ce climat tendu qu'un accord a été trouvé entre le gouvernement syrien, les FDS et l'ANS : les civils ont pu rentrer chez eux, et des troupes syriennes et américaines ont été déployées pour sécuriser la zone. Quelques semaines plus tard, dans ce contexte de détente relative, les États-Unis ont levé une partie de leurs sanctions contre la Syrie. Dans la foulée, le PKK a annoncé sa dissolution, un geste symbolique interprété par certains observateurs comme une tentative de redéfinir la stratégie politique kurde et de réduire les tensions avec la Turquie. Ces développements pourraient contribuer à une forme de stabilisation progressive de la région, même si l'équilibre demeure fragile.

En attendant une paix définitive, Najah Hussein Abroush continue de lutter contre les assauts du temps. Elle a creusé un puits pour s'approvisionner en eau. Mais selon l'agricultrice, cette eau se salinise chaque jour un peu plus et tue les légumes dès la racine. Manque d'eau, pollution, mauvaises graines : pour ces multiples raisons, elle utilise près du double d'engrais qu'il y a 10 ans. «*Et pourtant, ce n'est jamais assez !*», s'insurge la travailleuse, dont les mains sont creusées par de fines lignes de terre. Quelles solutions possibles pour celle qui voit dans cette terre un rapport de mère à enfant ? Silence. Najah Hussein Abroush tend le regard vers ses plantations et souffle quelques pistes entre ses lèvres pincées : de véritables graines, des naturelles, et le retour de l'eau. Mais pour l'heure, cela reste impossible, croit-elle.

## Pépinière communale

À plus de 30 kilomètres de Boraz, se trouve la ville principale de Kobané, connue pour avoir été le théâtre d'une terrible bataille contre l'État islamique entre 2014 et 2015. Depuis sa reprise par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), à majorité kurde, un conseil de l'environnement a été mis en place. Les équipes ont créé une pépinière sur les hauteurs de la ville, face au mur de béton qui sépare le territoire de la Turquie. La pépinière

compte plus de 100 000 variétés d'arbres et de fleurs : 90 % de cette production est distribuée à la population locale, gratuitement, et 10 % est vendue aux familles les plus aisées. «*Nous sommes auto-suffisants, nous ne voulons pas compter sur le commerce et les marchands. Nous faisons tout pousser nous-mêmes, même les graines*», expose Aref Bali, co-président du bureau de l'environnement de Kobané.

## Semis de pistachiers

Plus au sud, dans la commune rurale d'Al-Chaddadeh, l'association les Tresses Vertes – nommée en l'honneur des femmes de la région, notamment des combattantes, qui portaient une tresse – s'attèle depuis près de 5 ans au reboisement de cette région.

Ce matin-là, une cinquantaine de femmes s'emploient à mettre dans de petits sacs noirs des graines de pistachiers. Objectif : faire pousser 10 000 arbres dans cette pépinière, située au cœur d'une école primaire. «*Nous avons différents moyens pour obtenir les graines : nous grimpons dans les arbres, nous allons dans les jardins... Quand nous n'avons pas les graines localement, nous les achetons d'une autre zone ou les gens nous les envoient en cadeau*», explique Lolav Sheikha, coordinatrice de projet pour Les Tresses vertes.

suite p.8

suite de la p.7

L'association teste également des semences afin de réintroduire certaines variétés, bannies sous le régime des Assad en raison de leur politique agricole qui favorisait certaines cultures. Avant le départ du dictateur le 8 décembre dernier, les membres de l'association ont dû jongler avec des politiques peu favorables au développement de telles initiatives, même si la région est autonome depuis 2013. «*Quand nous avons commencé, notre ami avait réussi à obtenir un important stock de graines mais malheureusement, tout lui a été confisqué. Il a aussi été menacé d'être arrêté et mis en prison*», se souvient Lolav Sheikha.

### «**Les agriculteurs vont aussi le faire**»

Développer ces communautés d'entraide autour de graines locales : c'est aussi l'objectif du projet Nawa, à quelques kilomètres de Raqqa, dans le village de Hazima. Dans une parcelle agricole, on retrouve Abdel Kader Ismail Al-Fares, inspectant de petites tiges vertes qui sortent de terre. Il y a deux mois, l'ingénieur agricole a commencé à planter 100 000 semis à partir de graines locales conservées dans l'une des banques mondiales de semences en Allemagne et distribuées par l'association libanaise Buzuruna Juzuruna. «*Notre but est d'augmenter la production de graines biologiques et*



Tri des graines de pistachier, à Al-Chaddadeh.

*de les distribuer aux agriculteurs. Nous voulons produire 100 % de cultures et de légumes locaux sans produits chimiques.* »

Tout est étiqueté : le type de légume, de graines, la date de plantation... «*Je vais superviser le processus de plantation et d'extraction des graines car les agriculteurs vont aussi le faire* », détaille Abdel Kader, qui a déjà reçu plusieurs commandes pour ces

graines locales, ici, comme ailleurs dans le Rojava.

Au-dessus de l'ingénieur, le ciel s'est assombri, comme prêt à s'écrouler. Abdel Kader Ismail Al-Fares sait que la route reste longue pour retrouver un tissu agricole fort et durable, permettant à chacun de vivre décemment. Mais il se veut confiant. Il regarde la plaine autour de sa maison, où se trouvent des tentes de for-

tune. Des familles de déplacés vivent ici depuis de nombreuses années, après avoir fui la violence des combats ailleurs dans la région. Elles aussi, victimes de la guerre. Elles aussi, déracinées. Comme pour les semences, Abdel Kader Ismail Fares espère que, bientôt, elles pourront retrouver leur terre d'origine.

**Texte et photos : Amélie David**

# En France, les Syriens **exilés** face aux défis du retour

**Pour les Syriens exilés dans le monde, la chute de Bachar el-Assad a non seulement été vécue comme un soulagement, mais aussi comme un espoir. Celui de revoir leur pays, leurs proches et leur foyer, laissés derrière eux dans la fuite. Seulement en France, cette possibilité nouvelle est loin d'être facilitée.**

**C'**était comme voyager dans le temps. J'avais l'impression d'être en 2012, avant de devoir fuir mon pays», partage Thaer Al Tahli avec émotion à propos de son premier retour en Syrie, après 13 ans d'exil. Journaliste, Thaer avait dû fuir à cause de son travail et de son militantisme anti-régime. Le 8 décembre, sa vie a changé quand Hayat Tahrir Al Sham (HTS) a renversé le régime de Bachar el-Assad.

«*Les cinq premières minutes depuis l'aéroport de Damas vers Homs où je vivais, je voulais faire demi-tour. J'étais effrayé et choqué par la situation. Tout le monde est si pauvre et le pays si fatigué...*», raconte-t-il avec désespoir. Mais il a continué et a pu revoir ses deux sœurs pour la première fois en 13 ans, ainsi que sa maison, complètement détruite.

Rentrer a été semé d'embûches pour le journaliste qui vit désormais entre Strasbourg et Paris. Comme 8 millions de Syriens exilés dans le monde, il a vécu la chute de Bachar el-Assad de loin, partageant la joie et le soulagement en ligne ou avec ses compatriotes en France. «*J'ai immédiatement envoyé un mail à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides, Ndlr) et je me suis rendu à la préfecture pour demander la possibilité de rentrer ne serait-ce qu'une semaine. Et c'est ce qu'ils m'ont donné, pas plus*», sourit Thaer avec le

regret de ne pas avoir demandé plus. Mais à cause de son travail et de ses positions, la Syrie demeure dangereuse pour lui. «*Ce n'est pas 100 % sécuritaire pour les journalistes. J'ai reçu 50 messages de menaces de mort après un message que j'ai posté en ligne*», regrette-t-il.

### «**On a maintenant un pays**»

Thaer fait partie des réfugiés qui ont réussi à obtenir un sauf-conduit. Mais nombreux sont ceux qui n'en ont pas eu l'opportunité. Certains ont essayé des refus, quand d'autres n'ont pas pu faire de demande, pour des raisons linguistiques ou de difficultés avec les démarches administratives. «*J'ai le statut de réfugiée politique, donc quand je suis arrivée avec mes parents il y a 12 ans, j'ai dû me dire que jamais je ne retournerai dans mon pays*», explique Judy Al Rashi, actrice syrienne installée à Marseille. Et puis, le 8 décembre a tout changé. Avec la libération du pays, rentrer est devenu envisageable. Seulement, si c'est possible, c'est loin d'être une mince affaire. «*Ça me fait trop peur. Tellement de choses ont changé*», explique-t-elle depuis la terrasse d'un café.

La vie en France n'est pas idéale non plus pour elle. «*À la chute de Bachar, beaucoup de Syriens ont*

*dit "on a maintenant un pays" car on ne peut se sentir bien en France*», regrette-t-elle. Judy raconte être toujours ramenée à sa différence : «*Si ce n'est pas l'accent, c'est mon physique*.» Et en Syrie aussi, elle sera considérée différemment par ses compatriotes restés sur place. C'est ce que l'exil entraîne, une double (in) appartenance. «*J'ai envie d'y retourner et je suis impatiente à l'idée de revoir mon pays et mes proches, mais je préfère attendre d'avoir la nationalité française*», poursuit la jeune femme qui a déposé sa demande de naturalisation en février dernier.

### Interdiction de rentrer

Pour beaucoup de Syriens exilés, rentrer n'est même pas une possibilité, car le choix de rentrer ou non, et même de visiter le pays, implique un large nombre de facteurs. «*Ce n'est pas seulement la question politique, c'est aussi lié aux études des enfants, à l'emploi, à l'univers familial, au statut juridique et à la situation économique*», détaille Valentina Napolitano, sociologue spécialiste des migrations forcées à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Sans oublier l'aspect administratif : le 10 décembre, l'Ofpra a gelé 700 demandes d'asile pour prendre le temps d'évaluer l'évolution de la situation.

Cela veut dire que l'office continue de recevoir les dossiers, mais attend avant de les étudier. « C'est dans la logique habituelle et cela a déjà été fait », rassure Laurent Delbos, responsable du plaidoyer à Forum Réfugiés.

De leur côté, les réfugiés syriens sont 45 000 à vivre en France, selon Eurostat. Une fois la protection obtenue, un réfugié ne peut pas retourner volontairement dans son pays d'origine au risque de perdre sa protection, selon la Convention de Genève.

Pendant des semaines, les réfugiés ont donc pu ressentir une injustice profonde, ainsi que le fait d'être coincés. D'autant que des élus ont sauté sur l'occasion pour parler de retour forcé et du renvoi des demandeurs d'asile refusés en Syrie. « J'avais tellement peur de perdre mon statut de réfugié, mais je voulais qu'ils nous laissent rentrer pour reconstruire notre pays ! », s'exclame Thaer.

### Des décisions discrétionnaires

Face à cette situation, des Syriens de France se sont réunis pour faire changer la situation et au moins permettre à ceux qui en ont les moyens de rentrer. Et cela a fonctionné. Ils ont formé le collectif « Liberté d'agir, droit de revenir » en février pour demander le droit de visiter la Syrie sans perdre leur protection.

Depuis, le ministre de l'Intérieur a annoncé que les Syriens souhaitant participer à la reconstruction pourront rentrer temporairement. Cela, grâce à un sauf-conduit, un document pouvant être délivré pour une durée maximale de trois mois. « C'est une procédure bien connue dans le droit d'asile qui autorise une personne à rentrer dans le pays qu'elle a fui pour une raison urgente, comme un décès. Dans le cas des Syriens, les critères d'obtention ont été élargis », explique Laurent Delbos.

« Mais cela dépend des préfetures. Il y a eu des refus, par exemple à Nice où je connais des gens qui ont vu leur demande refusée », dénonce Bushra Al Zoubi, activiste syrienne exilée en France depuis plus de trois ans. C'est la raison pour laquelle le collectif demande à ce que le processus soit harmonisé auprès de toutes les préfetures.

### Un pays dévasté

Envisager un retour définitif semble compliqué pour les exilés en Europe. Au-delà des défis sécuritaires aggravés ces derniers mois après les attaques meurtrières envers les communautés alaouites et druzes, il y a aussi la dévastation dans laquelle Bachar el-Assad a laissé le pays. 90 % de la population est sous le seuil de pauvreté et deux tiers dépendent de l'aide humanitaire. Les possibilités d'emploi restent minimales et 40 % des infrastructures sont détruites.

Sans oublier que beaucoup ont perdu leurs maisons sous les bombes et à cause des pillages. « Je ne sais pas si je peux rentrer de manière permanente, mais les Syriens ont besoin de beaucoup de choses », explique Thaer Al Tahli. C'est la raison pour laquelle il a créé la plateforme Yalla Syria pour informer la jeunesse. « J'aimerais avoir la citoyenneté le plus vite possible, je me prépare », confie celui qui aimerait obtenir un deuxième sauf-conduit. En devenant français et en obtenant un passeport\*, il pourrait enfin circuler comme bon lui semble, et participer à la reconstruction de son pays d'origine.

**Marine Caleb**

\* Le statut de réfugié donne droit à une carte de séjour de 10 ans. Durant cette période, on peut demander la nationalité française.

# La vie ici, le cœur un peu là-bas

Comment entretenir son identité kurde et le souvenir du pays, quand on grandit en France et que les parents en parlent peu ? Une jeune fille de 17 ans raconte.



Une enfant célèbre Norouz, en Iran. Rojda, qui a quitté la Syrie à l'âge de 8 ans, garde un souvenir nostalgique de la fête du printemps. CC BY-SA 4.0 - SALAR ARKAN

**O**n est une nation un peu oubliée. J'ai envie qu'on sache qu'on est là, qu'on existe ! » Rojda\* a quitté le nord de la Syrie à l'âge de 8 ans. Elle a d'abord passé une année en Irak, avant de rejoindre la France en 2015. Ce dont elle se souvient, c'est que « dans le camp, en Irak, beaucoup de gens étaient malades, n'avaient pas de moyens pour manger et pour s'habiller ». Sa famille a rejoint l'un de ses oncles, dans le sud de la France, et a obtenu le statut de réfugié politique. « On a été accueillis. La mairie nous a d'abord donné une maison, puis on a eu la nôtre. »

### « Sur la montagne avec des torches »

Depuis, Rojda se construit entre son identité kurde et sa vie en France. À 17 ans, elle ne manque jamais une occasion de parler de son peuple d'origine : « Pour mes exposés et mes oraux en classe, je choisis toujours ce sujet ! » Elle n'envisage pourtant pas de retourner vivre en Syrie. « Mon avenir est en France. Je suis allée à l'école ici, mes projets sont ici. » Rojda parle kurde avec ses tantes, et arabe avec ses parents, car sa mère ne connaît pas le kurde. Fille

ainée, elle est à la fois traductrice et médiatrice pour son foyer familial. Tout en admirant ses « tatas qui travaillent, conduisent, souvent ne sont pas mariées. Les femmes kurdes sont très indépendantes, on sait se battre, on est très libres », lance-t-elle.

Toujours à l'affût d'informations sur sa culture, elle s'est liée via internet avec d'autres jeunes Kurdes. Car elle vit dans une petite commune et, chez elle, les raisons de l'exil sont rarement abordées. « Si je pose des questions, ils me répondent, mais ça n'a jamais été un sujet de discussion. C'est comme si j'étais encore petite ! Les parents kurdes ont vécu la politique kurde, très compliquée, et ils veulent nous protéger de ça. » Rojda a déjà passé près de la moitié de sa vie en France, et les souvenirs du Rojava se font de plus en plus lointains. Comment c'était l'école ? En tant qu'enfant, qu'a-t-elle perçu de la guerre ? Elle ne sait plus vraiment, mais son visage s'anime à l'évocation du 21 mars. « C'est Nouroz, la Fête du printemps. On se rassemble, il y a des danses, de la musique. En Syrie et en Irak, on allait sur la montagne avec des torches. C'était trop bien ! »

**LG**

\*Le prénom a été changé.

## Jeunes internationalistes versus individualisme

*Lêgerîn*, soit « recherche » en kurde : c'est le nom d'un réseau de « jeunes internationalistes », dont nous avons rencontré quelques membres français au rassemblement Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui des Glières, en juin. « On a des camarades un peu partout dans le monde, expliquent-ils. On se retrouve autour de l'écologie sociale, de la démocratie directe, des luttes anti-fascistes et de libération des femmes... » Le mouvement s'inspire directement du Confédéralisme démocratique expérimenté au Rojava et de la pensée d'Abdullah Öcalan (lire page suivante), qu'il souhaite faire connaître. *Lêgerîn* est avant tout une revue publiée dans plusieurs langues, qui porte aussi des projets audiovisuels. Des groupes locaux se constituent également pour s'engager sur leur territoire et faire des recherches sur les luttes sociales du passé. Ainsi en juin, une Marche des partisans a été organisée dans les Bauges, en Savoie, pour « se retrouver entre jeunes, faire des constats communs, s'organiser, briser l'individualisme ».

> Les entendre dans notre baladodiffusion : chercher « Glières » sur notre site [lagedefaire-lejournal.fr](http://lagedefaire-lejournal.fr)  
> Trouver ou diffuser la revue, rejoindre un groupe de jeunes : [legerinkovar@protonmail.com](mailto:legerinkovar@protonmail.com)

# Du Rojava à Marseille : « Pas de comité sans femme ! »

Accompagnement des réfugiés, musique, repas collectifs, revendications politiques... Le Conseil démocratique kurde porte la voix de ce peuple réprimé par les nationalismes autoritaires. Et s'appuie, pour son organisation, sur les principes de l'autogestion féministe expérimentés au Rojava.



Fresque peinte sur un mur du local du Conseil démocratique kurde de Marseille. DR

Marseille, 14<sup>e</sup> arrondissement. Yahya, Mevlut et Erhan m'attendent devant les locaux du Conseil démocratique kurde. En haut de l'escalier, on tombe sur une pyramide de photos encadrées. Une cinquantaine de visages, parfois très jeunes, semblent nous regarder. Ces combattantes et combattants sont morts en défendant la liberté des Kurdes, peuple de 40 millions de personnes<sup>1</sup> réparti entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Irak (voir carte p.6), et constamment réprimé par les pouvoirs nationalistes et autoritaires. Sur les photos, « ce sont des gens qui ont vécu à Marseille, des Kurdes mais aussi des internationalistes », souligne Yahya. On a mis leurs portraits ici, pour ne pas oublier que c'est aussi grâce à eux qu'on est là. Mais quand on les voit, on comprend que certains parents kurdes ne parlent pas de politique à leurs enfants. Ils ont peur qu'ils se mettent en danger. »

Partout sur les murs, d'autres visages, photographiés ou peints. Celui d'Abdullah Öcalan est incontournable. En 1978, avec d'autres étudiants, il a fondé en Turquie le PKK, Parti des travailleurs kurdes, qui revendiquait la création d'un État kurde. En 1980, la Turquie connaît un coup d'État militaire. Le PKK est interdit, se réfugie dans les montagnes des pays voisins et se lance dans la guérilla. Qualifié de terroriste, Öcalan est arrêté en 1999 et condamné à la prison à vie, ce qui ne l'empêche

pas d'influencer profondément le mouvement kurde. Une longue correspondance avec Murray Bookchin, anarchiste états-unien<sup>2</sup>, a nourri sa vision d'un « confédéralisme démocratique ». Ce système autogestionnaire, féministe et écologiste, est expérimenté par les Kurdes au nord de la Syrie, au Rojava. L'idée n'est plus de créer un État, mais de multiplier les communes autonomes dans les pays existants afin que toutes les identités et minorités vivent ensemble.

## Une famille cuisine pour les autres

En février dernier, Öcalan a appelé le PKK à déposer les armes et se dissoudre pour privilégier la lutte politique. Le parti a validé ce choix en mai, et en juillet, une première cérémonie de désarmement a eu lieu dans le nord de l'Irak. De son côté, le gouvernement turc n'a pour l'instant libéré aucun prisonnier politique. De précédents processus de paix n'ont débouché que sur de nouvelles répressions, mais « cette fois, le rapport de forces est meilleur pour les Kurdes », estime Yahya.

Sur les murs du local de Marseille sont peints, aussi, les visages des militantes Fidan Doğan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez, tuées par balles en 2013 à Paris, au Centre d'information sur le Kurdistan. Chaque année, des milliers de personnes mani-

festent pour demander aux autorités françaises de lever le secret-défense sur des écoutes qui pourraient démontrer l'implication des services secrets turcs dans ces assassinats. Fin 2022, ce sont à nouveau trois personnalités kurdes qui ont été abattues par un suprémaciste blanc<sup>3</sup>...

À quelques pas de la pyramide de portraits, une boîte recueille les critiques anonymes. « S'il y a des problèmes entre les membres, on va essayer de les régler », explique Yahya. Dans la grande salle voisine, on peut se poser, boire un thé, manger « pour un prix symbolique ». Et chaque dimanche, une famille différente cuisine pour les autres. « Leurs petits dons financent le local. »

## « On aimerait qu'ils n'oublient pas »

L'association accompagne les demandeurs d'asile dans leurs démarches, assure des traductions et offre un point d'ancrage aux nouveaux arrivants. Elle aide aussi les Marseillais d'origine kurde à transmettre un peu de leur identité à leurs enfants. « Ils vont se sentir français, mais on aimerait qu'ils n'oublient pas », explique Yahya, qui est lui-même arrivé à l'âge de 5 ans. « On a fui pour sauver notre vie, tout en restant fidèles à ce qu'on a laissé derrière nous, complète Erhan. Notre action est un combat pour que les Kurdes puissent vivre librement, que leurs voix soient entendues ici. » Des Kurdes

sont arrivés dans la ville à partir de 1985. « On est la première génération. On veut apporter notre richesse à Marseille », revendique Yahya.

Cet apport passe par la mise en pratique du confédéralisme démocratique, et notamment du « paradigme de l'égalité », souligne Erhan. L'association, qui réunit plus de 80 bénévoles, compte deux assemblées : l'une est mixte, tandis que l'autre est exclusivement féminine. « Dans l'assemblée mixte, elles ont la moitié des voix », précise Erhan. Nous avons aussi des comités : social, musique, relations extérieures, jeunesse, sport... Dans chaque comité, une femme et un homme sont coprésidents. C'est comme ça du plus bas de l'échelle, jusqu'au Rojava : on n'a pas le droit d'avoir un comité sans femmes. Pour parler avec un élu, avec une autre association... On n'y va jamais sans une femme. » Je fais remarquer que cette règle ne s'applique pas, visiblement, aux rendez-vous avec la presse. « C'est parce qu'elles sont toutes en réunion, alors que nous, on n'avait rien à faire ! », s'exclament-ils en chœur.

## Le chant des dengbêj

Quelques femmes passent, l'air affairé. D. s'arrête un moment. Originnaire de la ville de Kobané, au nord de la Syrie, elle a fui les combats qui ont opposé, en 2014 et 2015, l'Organisation de l'État islamique (Daesh) aux combattants kurdes des Unités de protection du peuple, proches du PKK. « Daesh avait bloqué toutes les issues de la ville, on était affamés, sans eau, se souvient-elle. Chaque jour, on avait cinq à sept martyrs. » Sa maison, qui accueillait des membres de la guérilla kurde, a été bombardée. C'est devenu un lieu de mémoire.

En Syrie, D. faisait partie d'une famille de six dengbêj (musiciens traditionnels) et d'une organisation culturelle. « On jouait dans différentes villes, et on allait au QG de la guérilla pour leur remonter le moral. » Aujourd'hui, elle donne des cours de chant aux enfants kurdes de Marseille. Les adultes aussi se retrouvent pour chanter : D. rejoint un groupe dans une autre salle, et des voix a capella s'élèvent. « Un chant révolutionnaire », traduit Yahya en montrant la chair de poule sur son bras. « Les dengbêj expriment la douleur et la sensibilité humaine. » En propageant les chansons populaires à travers les territoires kurdes, les dengbêj ont joué un rôle important dans l'unité du peuple kurde et le maintien de sa langue, dont la pratique était complètement

# Une voix derrière les barreaux



interdite en Turquie jusqu'en 1991<sup>4</sup>. D. partie, nous reparlons de féminisme. Comment ces hommes dans la quarantaine, charpentiers et maçons de métier, ont fait de l'égalité l'un de leurs principes de vie ? « Ça s'est fait progressivement, explique Erhan. J'ai d'abord connu le PKK. Marxiste au départ, le parti a dit que la liberté humaine commençait par celle des femmes... Ma femme vient d'une famille croyante. Elle me croyait comme son père et son grand-père : que j'allais prendre les décisions pour tous. On a discuté, et ça lui a donné un espoir pour la suite. » « Quand j'ai connu l'association, j'étais un jeune Français », ajoute Yahya. Pas spécialement féministe, donc. La lecture des textes d'Öcalan a bouleversé sa vision des choses et, comme Erhan, il cherche à appliquer ces principes dans son foyer. « Ma femme est turque. Ma belle-famille avait de moi l'image d'un terroriste, et maintenant je suis le beau-fils préféré », sourit-il.

Lisa Giachino

- 1- Entre 42 et 48 millions selon l'Institut kurde de Paris.
- 2- Il a théorisé le communalisme, lire à ce propos notre dossier sur la commune, *L'ADF* n°146, nov. 2019.
- 3- La justice n'a pas retenu l'hypothèse d'une implication des services turcs, mais de nombreux Kurdes font le lien entre les deux affaires.
- 4- Les publications et l'enseignement en kurde restent interdits.

## Jinéologie

« La jinéologie (science des femmes) peut être définie comme une forme de féminisme, telle que prônée par le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan et pratiquée au sein de la lutte des femmes kurdes. Il se concentre particulièrement sur les problèmes spécifiques des femmes kurdes au sein de leur culture et de leur société », indique le site d'info *Kurdistan au féminin*. Un département de jinéologie a été ouvert à l'Université du Rojava, où la matière est également enseignée dans les écoles.

## Kurdistan au féminin

Merci à *Kurdistan au féminin* pour son aide. Il s'agit d'un média en ligne, francophone, « 100% féminin, gratuit, indépendant et amateur basé sur le bénévolat ».

> [kurdistan-au-feminin.fr](http://kurdistan-au-feminin.fr)

> Exceptionnellement, le jeu de Red ! se trouve en page 18, dans le *Coin des minots*. Vous y découvrirez une autre chanson interprétée par Nûdem Durak.

## Nûdem Durak a été condamnée à 19 ans de prison. Le crime de cette jeune musicienne ? Chanter en kurde.

Redressons nos corps froids du sol / Dans la poitrine de la terre rouge / Soyons l'écho des chants de nos mères / Libres pareilles à des chansons », a écrit Nûdem Durak depuis sa cellule. La jeune musicienne fait partie des milliers de prisonniers politiques incarcérés en Turquie – en 2022, l'ONG İnsan Hakları Denerği estimait qu'ils représentaient 15 à 20% des détenus, soit 45 000 à 60 000 personnes. Une prisonnière politique comme une autre, donc, même si la campagne internationale<sup>1</sup> lancée par Joseph Andras a fait d'elle un symbole. L'écrivain français a longuement correspondu avec elle, rencontré ses proches, et en a tiré un livre, *Nûdem Durak, Sur la terre du Kurdistan*. On y découvre à la fois l'importance de la musique, de la danse et du théâtre pour de nombreux jeunes Kurdes, et l'ampleur de la répression culturelle menée par l'État turc.

### Une bague contre une guitare

Nûdem a grandi au sud-est de la Turquie, où se trouve le nord du Kurdistan (principale zone de peuplement kurde, à cheval sur quatre pays, voir p.6). Dans l'une de ses lettres, elle raconte à quel point elle était impatiente, petite, d'aller à l'école. Mais elle a vite déchanté, en entendant l'enseignant nationaliste traiter les enfants de « bâtards terroristes ». Face aux punitions qui pleuvent sur les élèves lorsqu'ils osent parler kurde, elle se révolte et quitte l'école. Cela se passe en 2000, elle a sept ans. « Ce que je devais apprendre, je l'apprendrais de mes parents, des dengbêj, des mystérieuses mélodies de la musique. » Les dengbêj sont des chanteurs et conteurs traditionnels, persécutés pour leur usage de la langue kurde. Nûdem s'identifie particulièrement à Meryem Xan, née en 1904 dans la même province qu'elle, et l'une des rares femmes à avoir joué ce rôle. La mère de Nûdem, qui avait été empêchée de chanter et mariée alors qu'elle était encore enfant, vend son alliance pour que sa fille puisse s'acheter une guitare. Nûdem rejoint alors le centre culturel de sa ville.

### « Nous sommes allés dans tous les quartiers »

Adolescente, avec une dizaine d'autres jeunes, Nûdem monte une pièce de théâtre contestataire. « Nous sommes allés dans tous les quartiers pour rencontrer la population. Dans les rues, dans les maisons, dans les

commerces et même dans les cafés. Nous cherchions comment repousser la propagande des colonisateurs. » À la fin de la première représentation, les jeunes comédiens doivent s'enfuir pour échapper à la police. À 22 ans, Nûdem est une chanteuse traditionnelle locale reconnue, et l'un des piliers du centre culturel où elle enseigne aux enfants. Accusée de propagande, elle est régulièrement arrêtée. En 2015, la chaîne Al-Jazira la filme avec sa famille, alors qu'elle vient d'apprendre sa condamnation à 10 ans de prison, auxquels se sont ajoutés ensuite 9 ans, pour « appartenance à une organisation terroriste ». Sa peine court jusqu'en 2034.

Nûda, l'une des chansons les plus connues qu'elle a interprétées avec son groupe Koma Sorxwin, rend hommage à une combattante en multipliant les références à l'histoire des Kurdes... et au-delà. La première phrase évoque Van, une ville aujourd'hui majoritairement kurde, mais qui était surtout arménienne avant d'être décimée par le génocide de 1915. Quant au Bothan, où est morte Nûda, c'est un ancien émirat kurde dont la capitale était Cizîrê, la ville de Nûdem.

Depuis son incarcération, la chanson a été réécrite pour lui rendre hommage à son tour, comme dans cette version partagée par Abya Yala<sup>2</sup>, « association de lutte contre toute forme de discrimination par les arts et les échanges » : « Une voix s'est levée à Djizîrê / c'est un cri de liberté / aujourd'hui tu es emprisonnée / mais ta voix vient encore doucement à nous. »

Texte : Lisa Giachino  
Illustration : Nawal Carayol

- 1 - Free Nûdem Durak.
- 2 - [abyayala.fr](http://abyayala.fr)

> *Nûdem Durak, Sur la terre du Kurdistan*, Joseph Andras, éd. Ici-bas, 2023.



« Dengek rabû ji Wanê  
Ew qerîna azadîyê (x2)  
Li botanê can fêda kir  
Rondik barîn dil şewitî (x2)  
Nûda bûka Kurdistan  
Nûda hevala Ocelan  
Nûda xweşik Nûda welat  
Nûda xwedêwenda  
çîyan (x2) »

« Une voix s'est levée à Van  
C'était un cri de liberté  
Elle est morte dans le Bothan  
Ses larmes ont touché tous  
les cœurs  
Nûda, épouse du Kurdistan  
Nûda, camarade d'Öcalan  
Beauté de la terre natale  
Tu es la déesse  
de ces montagnes »

Nûda, version française issue de la traduction en anglais de Şoreşger sur [lyricstranslate.com](http://lyricstranslate.com)

